

LA PLACE DU MARCHÉ DANS L'ÉCONOMIE BELGE (CROISSANCE ET DÉCROISSANCE)

Bruno Kestemont, *chercheur-associé à Etopia*
Université libre de Bruxelles - CEDD et CEESE ; SPF Economie - DGSIE

Juillet 2010



etopia_

centre d'animation et de recherche en écologie politique

www.etopia.be

1 Résumé

Nous donnons une estimation grossière de l'importance des flux totaux de biens et de services, monétarisés ou non. Le marché comptabilisé représenterait en Belgique moins du septième des flux de biens et services. Le PIB en recenserait moins du tiers. On est loin de ce que l'on pourrait attendre d'une « économie de marché ». Une définition large de l'économie est donc pertinente au regard de l'importance des flux concernés. Il est d'autant plus envisageable de parler de « décroissance » (du PIB) que la croissance du PIB est une notion en grande partie déconnectée de la réalité des biens et services rendus.

Mots clé: marché, réciprocité, nature, flux des biens et services, décroissance

Abstract

We give a rough estimate of the importance of total flows of goods and services, monetized or not. The market covers in Belgium under the seventh of the flows of goods and services. The GDP identifies less than a third of these flow. A broad definition of economics is relevant to the importance of these flows, in the context of sustainable development and the “degrowth” paradigm.

Keywords: market, reciprocity, nature, flows of goods and services, degrowth

2 Définition de l'économie des biens et services

Une vaste littérature suggère que le marché ne reprend qu'une partie des flux de biens et services (Mauss 1924; Polanyi 1944; Temple and Chabal 1995; Gudeman 2001; Gudeman 2008). Dans la mesure où ces flux ont des impacts tant sur la qualité de vie que sur l'environnement, un nombre croissant d'auteurs, par exemple issus des courants de l'économie écologique ou de l'économie institutionnelle, ont tendance à les inclure implicitement dans une définition large de l'économie. Cet article explore la mesure dans laquelle une définition large de l'économie est pertinente au regard de l'importance des flux considérés. Dans le cadre du débat sur la croissance et la décroissance (du PIB), ce nouvel éclairage peut permettre de remettre les pendules à l'heure.

Si l'économie représente tous les flux de biens et services entre humains ou entre humains et assimilés (esprits, dieux, « société », nature), on peut commencer une typologie en deux dimensions (tableau 1).

Tableau 1 : Typologie de l'économie au sens large

		Biens et services	Maux et disservices
Echange	Monétarisé (marchand ou non marchand)	Marché des biens et services	Marché des maux et disservices
	Non monétarisé	Troc	Loi du talion
Réciprocité	Entre humains	Don	Réciprocité négative
	Avec la nature	Ressources naturelles	Calamités, déprédations

La première dimension (en ordonnée) sépare la forme ou l'intention de ces flux. On distingue ainsi l'échange de la réciprocité. « Dans aucune civilisation, on ne confond un don et un achat » (Temple and Chabal 1995). L'échange « indifférent » ou mécanique (loi de l'offre et de la demande), est idéalement détaché du phénomène social, objectivé (Godbout 1992; Gudeman 2008). L'échange peut être monétarisé ou non. L'échange non monétarisé est le troc. Notons encore que l'échange peut être formel ou informel (non représenté dans le tableau). On peut encore distinguer dans l'échange formel l'économie "réelle" des biens et services de l'économie virtuelle ou "casino" (échanges boursiers et financiers non repris directement dans le calcul du PIB ce que nous n'avons pas non plus représenté. L'échange n'est jamais pur puisqu'il implique une normalisation sociale. Les deux formes d'économie (marché et réciprocité) sont en réalité presque toujours imbriquées (Gudeman 2008). L'intérêt de notre typologie est cependant d'inclure explicitement dans l'économie les formes de flux de biens et service n'intervenant pas dans le marché.

L'univers du don (la réciprocité) implique une dimension sociale (Mauss 1924). Il peut être monétaire ou non monétaire, et il peut comporter ses propres monnaies (non représenté dans le tableau). Il ouvre la porte vers des dimensions non matérielles (« fait social total »). Il peut impliquer une réciprocité généralisée (obligation universelle de donner, de recevoir et de rendre, suivant Mauss). La réciprocité concerne directement les êtres humains (dons) mais peut également inclure des êtres moins charnels comme des ancêtres auxquels on fait des sacrifices, ou des "esprits" de la nature. Même en l'absence de sacralité explicite, et quelle que soit la civilisation, des "échanges" avec la nature ont lieu. Ce sont les dons de la nature (ressources naturelles), et des "offrandes" ou autres éléments de protection des ressources naturelles. On pourrait placer la nature en dehors de la réciprocité, mais cela ne changerait pas grand chose à notre démonstration.

Le second axe de notre typologie sépare, de manière très floue et subjective, ce qui est « utile » (biens et services) de ce qui est « nuisible » (maux et disservices). Introduire cette précision permet surtout de ne pas oublier des flux "nuisibles" que les théories utilitaristes ont tendance à oublier car ils n'entrent pas comme "facteur de production". Il y a aussi des facteurs de destruction et ils font partie de l'économie au sens large. Dans d'autres typologies, on préférera les termes de pertes et profits, actif et passif, débit et crédit, dettes et créances, offre et demande, etc. Nous ne discutons pas ici de cette séparation qui peut

être relative, forcément subjective. Ces flux "nuisibles" concernent toutes les couches de notre typologie de base. Prenons l'exemple « négatif » du meurtre. Celui-ci peut relever d'un acte froid et rationnel de type "homo oeconomicus". Il peut être « acheté », « échangé » ou « infligé » (cf. "donner la mort"). La loi du talion peut être assimilée à une forme de troc (équivalence entre la sanction et le délit). Un meurtre peut relever de la réciprocité plus que de la vengeance, comme chez les Jivaros (Harner 1972; Temple and Chabal 1995): un guerrier habité par une « âme de meurtre », s'il ne trouve pas à son domicile la personne recherchée, peut s'en prendre à n'importe quel étranger de passage (Harner 1972). Le vol peut relever de la forme la plus pure (anonyme) de marché informel, ou de la réciprocité négative, comme chez les Balantes (Kestemont 1989), auquel cas il est codifié (vol de vaches aux tribus rivales, par les seuls jeunes non initiés, vol de poulets par les seuls vieux initiés à la mort d'un initié). La Nature peut également "voler" de la nourriture dans les réserves alimentaires même s'il n'y a ici aucune intentionnalité. La nature peut "reprendre ce qu'elle a donné". Tout cela concerne des flux bien réels qui interviennent dans l'économie humaine.

3 Méthode

Il y a plusieurs méthodes pour évaluer la part du marché dans les flux de biens et services. La méthode "standard" est d'utiliser des estimations monétaires, malgré ses limites. Une première source de données est le Système des Comptes Nationaux (SCN) des Nations Unies et son équivalent européen, le Système Européen de Comptabilité SEC95 (European Union 1996). La comptabilité nationale reprend plus que la seule économie marchande pour des raisons de cohérence statistique et pour répondre à divers besoins de gestion économique de l'Etat. Il s'agit notamment de rendre les données comparables dans l'espace et dans le temps indépendamment de la structure économique. Le but est aussi d'arriver à ce que tous les paiements soient soldés de sorte que l'ensemble des revenus égale l'ensemble des dépenses (principe de saine comptabilité). Sont principalement inclus dans le SCN les flux *monétaires* de l'économie marchande, et une *approximation grossière*, sur la base des dépenses (ou du revenu des taxes), de la valeur ajoutée des administrations publiques et des associations sans but lucratif au service des ménages. Quelques autres flux non marchands sont également imputés, comme l'autoproduction de *biens* (non de services) par les ménages, les "loyers fictifs" des propriétaires (service rendu à eux-mêmes hors marché) et quelques services financiers et d'assurance indirects ne faisant pas l'objet de facturation, comme les services bancaires payés via le différentiel d'intérêt. Ces rentes diverses représentent environ 20% de la consommation finale des ménages (Stiglitz, Sen et al. 2009).

L'Etat (par l'intermédiaire des administrations et services publics) représente quant à lui une part importante du PIB (de l'ordre de 45% en Belgique suivant l'optique des revenus) et une part objective importante du flux de biens et services (1/6^e de l'emploi en Belgique) qui ne recouvre pas la définition néoclassique de l'économie.

D'autres biens et services échappent en outre à la théorie néoclassique autant qu'au PIB.

Les interactions non monétaires entre humains (la réciprocité) assurent une part importante des flux de biens et services ou des facteurs de production (Mauss 1924; Leontief 1970; Cobb and Cobb Jr. 1994; Costanza, d'Arge et al. 1997; Gudeman 2001; Rees 2001). Nous n'avons pas d'estimation de la valeur de l'entraide (à part le travail domestique repris plus bas). Celle-ci peut être fort dispendieuse en temps et en biens. Mentionnons les

échanges de biens et services dans et entre familles (inviter quelqu'un à manger, prêter un stylo, se faire plaisir, *diffuser gratuitement de l'information*). Les interactions au sein même des entreprises, « échanges de bons procédés » sans lesquelles aucune institution humaine ne pourrait fonctionner, ne laissent pas plus de trace dans la sphère monétaire. Ces activités informelles et « gratuites » ont aussi un impact environnemental bien réel que l'économie (néoclassique) de l'environnement ne peut *intrinsèquement* pas prendre en compte, à cause de sa définition économique réduite aux « agents » du seul marché « parfait ». L'économie keynésienne ne corrige ce biais que partiellement en incluant l'Etat dans les comptes nationaux. Je mentionne l'entraide pour mémoire mais je ne la comptabilise pas dans le tableau 2 afin d'éviter tout double-compte et pour garder une estimation basse des flux hors marché.

Les loisirs représentent un service que l'on se porte à soi-même. Ils pourraient avoisiner les 80% du PIB (Stiglitz, Sen et al. 2009).

L'économie informelle (*shadow economy*) représente à elle seule entre 8.6% du PIB aux USA et 67.1% en Bolivie, et dans l'UE entre 10.8% en Autriche et 28.3% en Grèce, avec une moyenne de 17% dans les pays de l'OCDE (Schneider 2005). Il ne s'agit ici que des échanges monétaires *légaux* non comptabilisés dans le PIB, à l'exclusion de la réciprocité (don, contre-don, services gratuits), du troc, de la nature ou des activités illégales. Calculé sur la base d'un salaire horaire minimal, le travail domestique représenterait à lui seul en Belgique environ 19% du PIB (Bleys 2009), ce qui fait, avec l'économie informelle (21.5% suivant Schneider), un total de minimum 40% d'activité économique *réelle* non incluse dans le PIB belge. Si on les valorise au prix du marché, nous avons donc en 2007 pour environ 54 milliards d'euros de travail domestique et 70 milliards d'euros d'économie informelle pour la Belgique.

La nature peut occuper l'essentiel des flux de biens et services comme dans un village traditionnel étudié en Inde (Kestemont et Kerckhove, 2010). L'énergie marchande (importée) y représente 0,003 % de l'énergie naturelle (soleil) qui fait tourner l'écosystème et procure lumière et chaleur. Les flux matériels marchands (surtout représentés par l'exportation de bois) y représentent environ 9% des flux matériels utiles. Exprimés en termes monétaires, on aurait 100% des biens sous l'emprise du marché puisque tous ces services de la nature y sont gratuits. On remarquera l'influence du choix des unités pour évaluer l'importance de l'économie marchande dans les flux totaux de biens et services.

Dans les pays développés, les services de la nature sont loin d'être négligeables si l'on tient compte des services indirects, par exemple, importés dans le bois tropical, dans les médicaments ou via les gènes des plantes sélectionnées. Pour éviter de nous positionner sur le caractère direct ou indirect des biens de la nature, prenons une perspective mondiale. La valeur estimée (non marchande) des services de la nature est sans cesse révisée à la hausse, pour atteindre de 16 à 54 000 milliards de \$ par an, soit 1 à 3 fois le PIB mondial (Costanza, d'Arge et al. 1997). Cette estimation peut être comparée aux 2% de la valeur de rente des seules ressources naturelles qui entrent dans le système marchand (Weitzman 1999). En raison de la polémique suscitée par cette estimation, retenons une valeur arbitraire basse de 1 fois le PIB ou 340 milliards d'euros pour la Belgique.

Reste à évaluer le passif des flux de biens et services, ou "disservices". Ici, les estimations sont plus difficiles à trouver car ces flux négatifs ne font pas partie de la comptabilité nationale, ou ils y sont comptabilisés en "positif". Par définition, les dépenses de l'Etat sont presque exclusivement "défensives" par nature (Daly and Cobb 1989). Elles servent à

assurer la sécurité sociale, la défense, la préservation de l'environnement, la santé, le niveau d'éducation ou une infrastructure de base. Les privés prennent directement en charge une partie de ces dépenses "défensives" à concurrence d'environ 3,5% du PIB, par exemple pour la santé, l'éducation, la navette domicile-travail, ou le coût des accidents (Bleys 2009).

Les coûts externes (non monétarisés) incluent le coût direct de la dégradation environnementale (1.4% du PIB belge), le coût de la dégradation environnementale à long terme (16.4%), la dépréciation du capital naturel (22%) et les pertes de bien être dues aux inégalités (10.4%) (Bleys 2009).

Les coûts des disservices humains dus à des conflits, ou les coûts des calamités naturelles ne sont pas évalués. Leur importance peut être énorme sur le court terme puisque non seulement des économies peuvent être anéanties, mais aussi la population et l'environnement (Gaddis, Miles et al. 2007). Le caractère épisodique de ce genre de calamité oblige à des calculs sur plusieurs années pour évaluer les impacts moyens annuels sur l'économie. Nous ne nous livrons pas à cet exercice ici faute de données.

4 Résultats

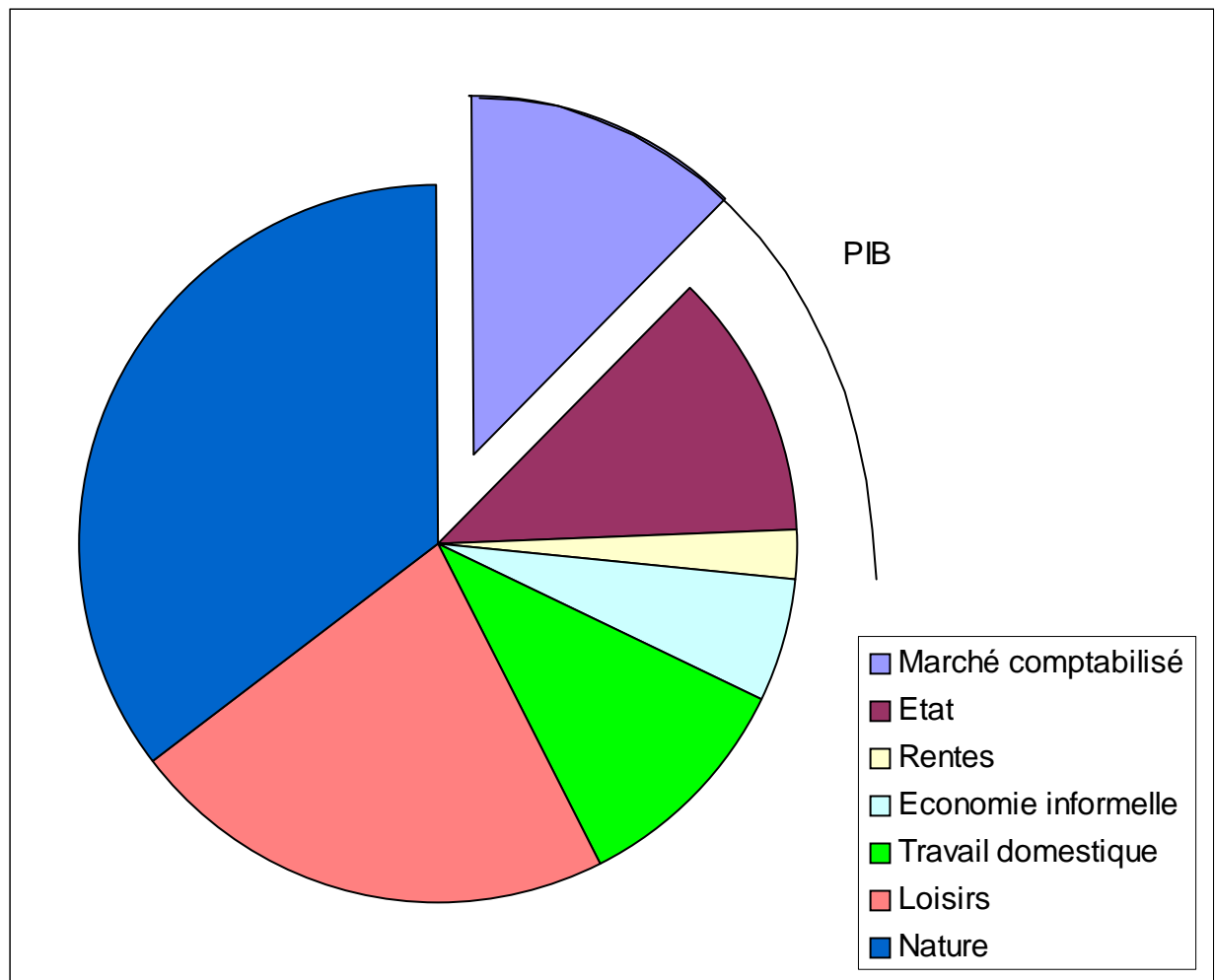
Au total, ces estimations mises bout à bout suggèrent que le marché comptabilisé ne représente qu'une petite partie, de l'ordre de moins du septième des flux de biens et services en Belgique (Tableau 2; figure 1). Il en va de même pour le marché réel (incluant les activités informelles et illégales). Le *trading* (échanges boursiers) est exclu du PIB et il est discutable de les considérer comme échanges de biens et services (mais s'ils l'étaient, les montants seraient énormes). Le PIB, rappelé en première ligne du tableau, ne mesure lui que moins du quart des flux de biens et services (il inclut le marché comptabilisé, l'Etat et des rentes). Ces chiffres sont à prendre avec précaution mais leur ordre de grandeur est suffisant pour une première approximation.

Tableau 2: Part du marché dans les flux de biens et services en Belgique (2007)

	Milliards d'euros	
<i>PIB</i>	340	2/7
Marché comptabilisé	160	1/7
Etat	150	1/8
Rentes	30	
Economie informelle	70	
Travail domestique	70	
Loisirs	280	
Nature	> 380	1/3
Entraide	pm	
Trading	pm	
Activités illégales	pm	
Total Economie réelle	>1.100	

Source: auteur

Figure 1: Part du marché dans les flux belges de biens et services



Source: auteur

Essayons de répartir ces chiffres suivant notre typologie du tableau 1. Les échanges monétarisés du marché et les échanges informels sont assez faciles à classer dans la première cellule. On pourrait considérer l'Etat comme une forme de réciprocité centralisée (centralisation-redistribution), ou au contraire comme une forme "anonyme" d'échange, éloignée de l'idée du don volontaire porteur de lien social (Godbout 1992). Nous retenons cette interprétation et le classons au même titre que le marché dans le seul échange. Marché, Etat et économie informelle nous donnent un total de 410 milliards d'euros d'échanges monétarisés, ou 120% du PIB.

Le troc est pratiquement inexistant en Belgique, même s'il existe des initiatives en économie sociale.

La réciprocité entre êtres humains comporte le travail domestique et les loisirs. Comme nous n'avons pas d'estimation pour les cadeaux et l'entraide, il ressort en première approximation que la réciprocité entre humains dépasse les 120% du PIB. Ce chiffre serait plus élevé si l'on considérait l'Etat moderne comme une forme de réciprocité monétarisée. Toute cette comptabilité est sensible à ce que l'on inclut ou non comme flux, sensibilité partagée avec la conception même du calcul du PIB.

Pour les disservices, les données font défaut, mais la littérature suggère des montants très importants.

Tableau 3: Flux de biens et services (Belgique, milliards d'euros)

		Biens et services	Maux et disservices
Echange	Monétarisé (marchand ou non marchand)	Marché: 160 Etat: 150 Informel: 70 Total: 410	Privé:10 Etat: 150 Total: >160
	Non monétarisé	>0	>0
Réciprocité	Entre humains	Travail domestique: 130 Loisirs: 280 Cadeaux, entraide: >0 Total: >410	Inégalités: 40 Conflits: >0 Total: > 40
	Avec la nature	Services naturels: >380 Total: >380	Dégradation de l'environnement et des ressources naturelles: 140 Calamités naturelles: >0 Total: >140
Total		>1100	>340

Même après des décennies de tentatives diverses pour « créer des marchés » à partir des biens communs (appropriation de la terre, créer un marché du CO₂, breveter le vivant ...), on reste *très éloigné* de l'hypothèse de marchandisation et d'appropriation de tous les moyens de production, même dans une "société de marché" occidentale.

5 Discussion

Les ordres de grandeur mesurés sont suffisants pour suggérer l'importance de l'économie "hors marché". Ces résultats restent sans doute sensibles au choix de l'unité monétaire pour les calculer (ce qui représente une vision particulière de l'économie). Les estimations monétaires des flux non monétarisés ont toujours suscité beaucoup de réticences et de critiques car il n'existe pas de méthode satisfaisante pour les estimer. Il faut retenir ici que le choix de l'unité monétaire magnifie l'importance du marché dans les flux de biens et services. En effet, si un phénomène de spéculation peut donner des valeurs démesurées à certains produits de première nécessité en raréfaction, les flux et les services rendus par ces mêmes produits sont relativement constants. Par exemple, un kilo de riz assouvit la même quantité de « faim » quel que soit sa valeur marchande sur un marché local.

Malgré leur grand degré d'approximation, nos résultats soulèvent une question importante quant aux outils à la disposition des décideurs pour encadrer l'économie des biens et services. Si l'économie marchande comptabilise si peu, tout ce qui est régulation

marchande ne touche que peu aussi. C'est valable pour les impacts sur l'environnement, c'est valable pour d'autres aspects sociaux. On dit souvent que les sociétés non "développées" ont peu d'échange marchand. Nos résultats suggèrent que même dans une société très développée, le marché ne représenterait qu'une partie seulement du total des flux.

S'il est maintenant admis que les impacts ou « extenalités » ne sont pas suffisamment pris en compte dans la gestion économique, il en va sans doute de même pour les ressources, et pour la « sécurité » d'approvisionnement.

Les « outils économiques », taxes, subsides, brevetage, ou échanges de droits, ne toucheraient également qu'une partie des flux à la fois utiles à notre bien-être et éventuellement nuisibles pour d'autres générations ou pour l'environnement.

Certaines régulations, environnementales, sociales ou économiques, pourraient rester indispensables pour assurer un fonctionnement durable et optimal de l'économie.

Nos résultats posent une autre question dans le cadre du débat « beyond GDP » et du débat sur la croissance ou la décroissance (du PIB). Le PIB ne représente en effet qu'au plus un quart des flux de biens et services. La « croissance » du PIB peut ne représenter qu'une pseudo-croissance au détriment d'autres formes de biens et services, à résultat nul ou négatif sur le bien-être réel, ce que l'on observe avec la marchandisation de services aux personnes (déconnection de la croissance du PIB et du bonheur subjectif). D'autre part, la « décroissance » du PIB (Jackson, 2009) peut aussi se faire en sens inverse, en faveur d'autres formes de flux soit globalement positifs pour la convivialité et l'environnement mais aussi potentiellement négatifs (marche arrière) si l'on n'y prend pas garde. Enfin, nos résultats suggèrent que les formes « alternatives » d'économie, loin de représenter une utopie, constituent dès aujourd'hui la règle plutôt que l'exception.

6 Conclusion

Si l'on considère une conception élargie de l'économie, on peut estimer en première approximation une répartition des flux de biens et services au moins égale entre échange, réciprocité et nature. Le marché représenterait en Belgique moins du septième des flux de biens et services. On reste très éloigné de l'hypothèse néoclassique de marchandisation et d'appropriation de tous les moyens de production. Le PIB représenterait moins du tiers des flux de biens et services. Une définition large de l'économie est donc pertinente au regard de l'importance des flux concernés.

Si nos estimations sont plausibles, les « outils économiques », taxes, subsides, brevetage, ou échanges de droits, ne toucheraient qu'une petite partie des flux à la fois utiles à notre bien-être et éventuellement nuisibles pour d'autres générations ou pour l'environnement. Ces outils auraient donc une portée limitée.

Nos résultats suggèrent que les formes « alternatives » d'économie, loin de représenter une utopie, constituent dès aujourd'hui la règle plutôt que l'exception.

Des réglementations environnementales, sociales et économiques resteraient un outil indispensable à la recherche d'un optimum de développement « économique » soutenable.

7 Bibliographie

- Bleys, B. (2009). Beyond GDP: The Index of Sustainable Economic Welfare. Department of Mathematics, Operational Research, Statistics and Information Systems for Management. Brussels, Vrije Universiteit Brussel: 1-344.
- Cobb, C. and J. B. Cobb Jr. (1994). The Green National Product: A Proposed Index of Sustainable Economic Welfare. New York, University Press of America.
- Costanza, R., R. d'Arge, et al. (1997). "The value of the world's ecosystem services and natural capital." Nature **387**(6630): 253-260.
- Daly, H. E. and J. Cobb, J.B. (1989). For the Common Good: Redirecting the economy towards Community, the Environment, and a Sustainable Future. Boston, Beacon Press.
- European Union (1996). "Council Regulation (EC) No 2223/96 of 25 June 1996 on the European system of national and regional accounts in the Community." OJ L(310).
- Gaddis, E. B., B. Miles, et al. (2007). "Full-cost accounting of coastal disasters in the United States: Implications for planning and preparedness." Ecological Economics Ecological Economics of Coastal Disasters - Coastal Disasters Special Section **63**(2-3): 307-318.
- Godbout, J. (1992). L'esprit du don. Paris et Montréal, La Découverte.
- Gudeman, S. (2001). The Anthropology of Economy. Community, Market and Culture. Malden, Oxford, Carlton, Blackwell Publishing.
- Gudeman, S. (2008). Economy's Tension. New York. Oxford, Bergahn Books.
- Harner, M. J. (1972). The Jivaros, trad.française : Les Jivaros, Payot.
- Jackson, T. (2009) Prosperity without growth. Sustainable development commission, London, 136 pp.
- Kestemont, B. (1989). Les Balantes Brassa Bungue de la région de Tombali, Guinée Bissau. Séminaire de Civilisation africaine , ULB, Bruxelles.
- Kestemont, B. and M. Kerckhove "Material flow accounting of an Indian village (2010)." Biomass & Bioenergy , **34**, 1175-1182.
- Leontief, W. (1970). "Environmental Repercussions and the Economic Structure: An Input-Output Approach." The Review of Economics and Statistics **52**(3): 262-271.
- Mauss, M. (1924). Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. Paris, P.U.F.
- Polanyi, K. (1944). The Great Transformation. Traduction française: La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps. Paris, Gallimar.
- Rees, W. E. (2001). Economics and Sustainability: Conflict or Convergence? (An Ecological Economics Perspective). StatsCan Economic Conference, Ottawa, Statistiques Canada.
- Schneider, F. (2005). "Shadow economies around the world: what do we really know?" European Journal of Political Economy **21**: 598-642.
- Stiglitz, J. E., A. Sen, et al. (2009). Report by the Commison on the Measurement of Economic Performance and Social Progress. Paris, The President of the French Republic: 291.
- Temple, D. and M. Chabal (1995). La réciprocité et la naissance des valeurs humaines. Paris, L'Harmattan.
- Weitzman, M. L. (1999). "Pricing the Limits to Growth from Minerals Depletion." The Quarterly Journal of Economics **114**(2): 691-706.